

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE



L'actualité mondiale en quelques points

DEF'INSEEC

NUMÉRO 11 - DÉBUT JANVIER
2022

SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Jules LAURANS, Caroline TIMOTÉO, Charlotte NONY
- correction par Clémence FROMONT*

6

MOYEN ORIENT

*par Justin ROBERT, Ariane GATELLIER, Alichane PIERRALY
- correction par Ariane GATELLIER*

9

AFRIQUE

*par Arnaud LECHENE, Maxime DUPINET, Anita EKLOU
- correction par Vincent RASTETTER*

12

ASIE

*par Jasmine BEN LAHCENE, Charly HURIER, Léane MARTIN
- correction par Jasmine BEN LAHCENE*

15

CYBERSECURITY

*par Alisée MOURA
- correction par Lola MARTENS*

RÉDACTRICE EN CHEF

Camille THIBAUT

EUROPE

RENDEZ-VOUS TÉLÉPHONIQUE OU BRAS DE FER ENTRE JOE BIDEN ET VLADIMIR POUTINE ?

Tandis que des troupes militaires continuent à s'amasser à la frontière Russo-Ukrainienne, le président russe Vladimir Poutine a proposé un rendez-vous téléphonique à Joe Biden, président américain.

Ainsi, le 30 décembre dernier, la conversation s'est articulée autour du dossier ukrainien et de l'avancée de l'OTAN. La Russie a affirmé qu'elle ne ferait aucune concession.



En effet, dans cet appel qualifié de « *franc et pragmatique* », la Russie a déclaré sa volonté d'obliger les États-Unis à s'engager en faveur de l'arrêt de l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est, faisant peser une menace sécuritaire contre la Russie.

En réponse au président russe, le président américain, a rappelé que la Russie n'a aucune frontière avec les pays de l'OTAN, et que les États-Unis n'ont pas l'intention de déployer des armes offensives en Ukraine. Cependant, Joe Biden a réaffirmé la possibilité de sanctions majeures contre la Russie en cas d'intensification du conflit dans le Donbass. Ce dernier met en avant la contradiction des russes se sentant en insécurité par la proximité frontalière avec des pays de l'OTAN. Une contradiction puisque dans le cas d'une annexion de l'Ukraine, la Russie partagerait dès lors une frontière avec la Pologne, membre de l'OTAN.



Cet échange ferme entre les deux Présidents, précède des réunions sécuritaires internationales complexes, comme le 10 janvier avec une réunion bilatérale États-Unis /Russie, le 12 janvier avec une réunion OTAN/Russie, puis une réunion avec l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) dans laquelle est la Russie.

La crise ukrainienne est ainsi au centre des débats, notamment dans le cadre où les civils s'organisent en Ukraine et que l'armée se défendra en cas d'attaque russe, contrairement à 2014 pour la Crimée.

Jules LAURANS

L'UNION EUROPÉENNE, SPECTATRICE DANS LES NÉGOCIATIONS ENTRE LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS

Face à ce qui semble être l'une des menaces majeures pour sa sécurité depuis la Guerre froide, l'Union européenne se retrouve piégée en dehors des négociations destinées à ramener la paix dans son propre système. Cela est le fruit, non seulement de l'augmentation des tensions entre la Russie et l'Ukraine, mais aussi de la réduite marge de manœuvre et de la dépendance excessive, en matière de sécurité, de l'Union vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN.

Les pourparlers de désescalade se sont cependant, jusqu'à présent, constamment maintenus entre Washington et le Kremlin. Les deux grandes puissances nucléaires se sont retrouvées en jouant un véritable jeu d'échecs. Peu à peu, l'Europe s'affaiblit face à la Russie et considère que le continent ne possède pas une puissance militaire collective pour dissuader Moscou.

L'Union Européenne présente en effet encore de nombreux désaccords internes de sa propre politique de défense et sécurité, et sa coopération avec l'OTAN. Fin décembre, Mario Draghi, a exprimé ses inquiétudes de manière rhétorique « *Avons-nous des missiles, des navires, des canons, des armées ?* », et en même temps est arrivé à la conclusion que « *pour le moment, nous ne le faisons pas* ».

La nécessité d'une stratégie de défense bien définie, cohérente et de long terme devient inévitable. Non seulement pour les enjeux internationaux liés à l'Ukraine et la Russie, mais aussi pour l'avenir de l'Union face aux puissances adverses. La visite du chef de la politique étrangère de l'Union Européenne, Josep Borrell, sur la ligne de front en Ukraine est certainement un premier pas vers une nouvelle tentative d'engagement plus active, bien qu'elle reste insuffisante.

Caroline TIMOTEO



EUROPE

LA FRANCE PREND LE COMMANDEMENT DE LA VJTF

VJTF signifie Very High Readiness Joint Task Force soit « *force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation* ». Il s'agit de la force militaire de réaction rapide de l'OTAN.

Cette force a été mise en place en 2014 au sommet de l'alliance atlantique au Pays de Galles.

Le but est de fournir aux forces euro-atlantiques un outil plus efficace et mieux adapté pour se défendre de manière collective. La création de la VJTF intervient en réaction à l'intervention russe en Ukraine et aux crises du Moyen Orient.

Depuis le 1er janvier 2022, la France a pris le commandement de la VJTF à la suite de la Turquie. Cette présidence va durer 1 an et l'Allemagne lui succédera en 2023.



Elle regroupe quelques milliers d'hommes pouvant être mobilisés rapidement et disponibles en permanence. Son importance est d'autant plus grande que la situation actuelle présente de nombreux enjeux et défis sécuritaires.

Cela permettrait à la France d'entraîner une de ses unités blindées au combat de haute intensité dans un contexte multinational et sur un terrain européen.

Cette année, la VJTF sera composée de la brigade franco-allemande, soit 3500 soldats, du 3e régiment de hussard et du 1er régiment d'infanterie équipé de Griffons et de véhicules blindés multi-rôles destinés à transporter et protéger les combattants dans les zones de contact. L'Espagne, mais aussi le Portugal et la Pologne fourniront des soldats.

Quels sont les objectifs de cette présidence française ? « *Pouvoir défendre n'importe quel allié, nous sommes solidaires* » a indiqué le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg.

Cependant la communication autour de la prise de commandement française est extrêmement faible. Les moyens de combat engagés sont limités ainsi que le budget alloué.

La question est de savoir si l'engagement relatif de la France ne refléterait-il pas un désintéressement pour les opérations sur le continent européen et un écart entre les prétentions de la France et les moyens effectifs dont elle dispose ?

Charlotte NONY

MOYEN-ORIENT

L'IRAN ANNONCE LE LANCEMENT D'UNE FUSÉE EN PLEIN POURPARLERS SUR LE NUCLÉAIRE

L'Iran a affirmé, jeudi 30 décembre, avoir lancé dans l'espace une fusée transportant trois appareils de recherche spatiale. « *Les objectifs de recherche prévus pour ce lancement ont été atteints* », a annoncé Ahmad Hosseini, porte-parole de l'unité spatiale du ministère de la défense iranien.

Les Etats-Unis ont, de leur côté, exprimé leurs inquiétudes après cette annonce susceptible, selon eux, de bénéficier au programme balistique de Téhéran. Les Occidentaux soupçonnent l'Iran de chercher à développer, en utilisant la technologie de ses lanceurs de satellites, des lanceurs balistiques à longue portée capables d'emporter des charges conventionnelles ou nucléaires.

Le développement iranien de lanceurs spatiaux « *pose un risque de prolifération* », a réagi une porte-parole du département d'Etat, qui a toutefois réaffirmé que Washington « *souhaite un retour mutuel au respect total de l'accord* » de 2015 visant à empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire.

L'annonce de jeudi survient en effet en plein pourparlers pour sauver l'accord de Vienne. Ils ont été relancés à la fin de novembre après cinq mois d'interruption entre Téhéran et les pays encore dans le pacte (France, Royaume-Uni, Allemagne, Russie, Chine).

L'accord, validé par la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU, enjoint à Téhéran de « *ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des charges nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques* ».

Affirmant n'avoir aucune intention de se doter de l'arme atomique, Téhéran assure que ses programmes balistiques et spatiaux ne vont pas à l'encontre de la résolution 2231.

Justin ROBERT



MOYEN-ORIENT

ÉCHEC D'UNE TRANSACTION DE F-35A QUI ÉLOIGNENT LES ÉMIRATS ARABES UNIS DE WASHINGTON

A peine quelques heures avant la fin du mandat Trump, les Émirats arabes unis affirmaient vouloir faire l'acquisition de 50 avions de combat F-35A américains avant la passation de pouvoir à l'administration démocrate, défavorable à ces contrats potentiels.

De fait, l'investiture de Joe Biden à la Maison Blanche entraîna rapidement l'imposition d'un moratoire sur les ventes d'armes destinées aux Émirats arabes unis. En effet, les élus démocrates au Congrès craignaient l'emploi de ces équipements au Yémen et en Libye. Par ailleurs, le risque d'espionnage pour Moscou et Pékin était mis en exergue tel qu'il existe entre eux une proximité diplomatique avec les acheteurs potentiels.

Un porte-parole de la diplomatie américaine assurait dès lors « *faire en sorte que les ventes d'armes par les États-Unis répondent à nos objectifs stratégiques* ». Les États-Unis ont par la suite exigé d'Abu Dhabi qu'il retire son réseau 5G de tous les équipements fournis par le groupe chinois Huawei, dans la même crainte d'espionnage.

Pour autant, le 3 décembre, les Émirats arabes unis officialisaient la commande de 80 avions de combat Rafale F4 auprès de la France, bien que cet achat ne remette pas explicitement en cause celui des 50 F-35A. Or, deux semaines passant, les Émirats mettaient fin au dialogue avec les États-Unis. « *Des exigences techniques, des restrictions en matière de souveraineté opérationnelle, et l'analyse du rapport coûts/bénéfices ont conduit à cette réévaluation* », a expliqué un responsable émirati.

Quand bien même le porte-parole du Pentagone répondait de assurances diplomatiques à son allié émirati, les Émirats n'ont pas répondu à l'appel. Le Su-75 « *Checkmate* » russe apparaît alors être une alternative à la transaction américaine. La Russie se positionne comme un vendeur opportuniste d'une transaction qui pourrait mettre Washington mal à l'aise.

Ariane GATELLIER



MOYEN-ORIENT

L'ETAT ISLAMIQUE RENFORCE SES ACTIVITÉS ET SON EMPRISE DANS L'EST SYRIEN

Depuis leur défaite à Baghouz en mars 2019, l'Etat islamique s'est reconstitué en cellule clandestine et n'a jamais cessé ses attaques. Ces attaques s'intensifient surtout dans la province de Deir ez-Zor contre les éléments des Forces démocratiques syriennes. En effet, l'EI mène des attaques quasi-quotidiennes contre les postes de sécurité des FDS. Le 14 décembre, l'EI a revendiqué la responsabilité d'attaques distinctes qui ont visé des postes de contrôle des FDS dans la campagne orientale de Deir ez-Zor, en plus d'un quartier général de commandement à al-Jarthi à l'est de Deir ez-Zor. Par ailleurs, l'EI fait surtout pression sur les commerçants locaux afin qu'ils lui versent une taxe, sous peine d'être tué selon un journaliste syrien au nom de Zain al-Abidin.



Abbas Sharifa, chercheur au Jusoor Center for Studies explique les raisons du renforcement de l'emprise de l'EI dans cette zone : « *Il y a plusieurs raisons qui rendent l'EI plus actif à Deir ez-Zor. Il s'agit notamment de la fragilité de la situation sécuritaire dans ce pays, où le régime syrien et les FDS luttent pour le contrôle du pouvoir et le faible rôle de la communauté locale.* ». De plus, l'EI impose des taxes aux négociants en pétrole de cette région riche en pétrole pour parvenir à l'autofinancement. Par surcroît, le chercheur indique aussi que le groupe terroriste cherche à imposer ses enseignements religieux, ce qui démontre l'incapacité des locaux à résister, en étant pris en étau entre les forces du régime et les FDS.

Dans l'avenir, l'EI « *pourrait renforcer son énergie et de reprendre des forces dans cette région, notamment le fait que la coalition internationale a réduit ses attaques* » selon Sharifa. Le groupe terroriste exploiterait aussi l'expansionnisme iranienne qui représente un défi pour la population locale et notamment profiter de l'absence d'une solution politique qui renferme tout espoir de paix notamment dans la région.

Alichane PIERRALY

AFRIQUE

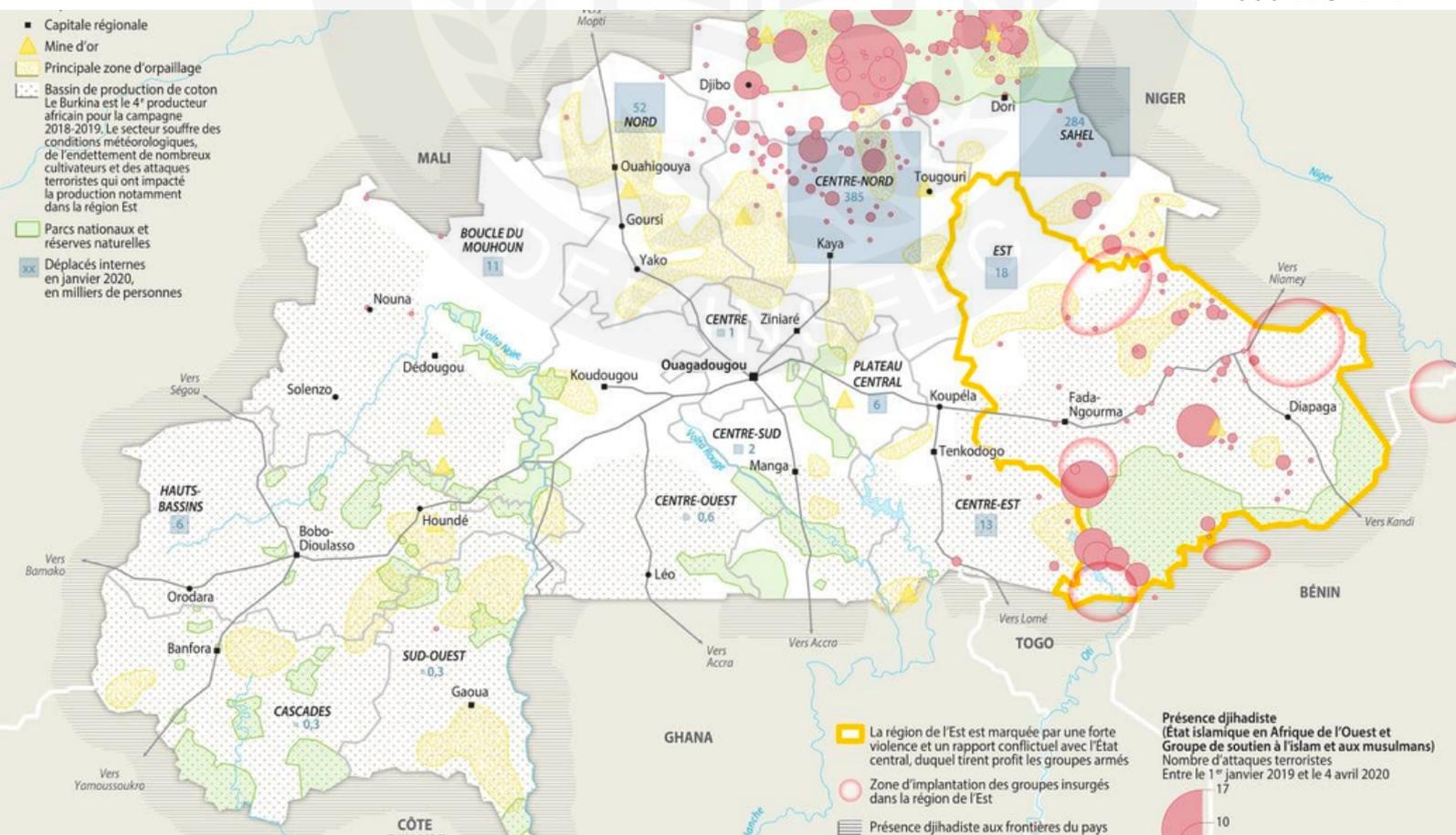
LE BURKINA FASO : ENTRE CONCERTATION POLITIQUE ET MENACE DJIHADISTE

Le 20 décembre 2021, une attaque terroriste a fait 36 victimes au marché de Nagraogo, au Burkina Faso. Cette attaque est suivie par l'adoption à l'unanimité le lendemain d'une loi permettant le recrutement de volontaires locaux dans la lutte anti-djihadiste. Trois jours plus tard, les VDP : Volontaires pour la Défense de la Patrie, ont fait l'objet d'une attaque faisant 41 victimes, alors que ces derniers escortaient un convoi marchand dans le nord du pays. Les djihadistes (dont le groupe précis reste incertain à la date de l'écriture) tuent par la même occasion Ladj Yoro, figure des VDP et considéré comme un héros national pour sa place dans la lutte contre les groupes terroristes.

Ces attaques répétées ont eu pour conséquence l'ouverture de négociations entre le pouvoir, incarné par le Président Roch Marc Christian Kaboré et l'opposition politique, incarné par Eddie Komboïgo. De fait, ces négociations permettront le retour de l'opposition au sein du "Conseil national d'orientation et de suivi de la réconciliation nationale" et du "Comité de suivi et de la mise en œuvre des recommandations du dialogue politique".

Aujourd'hui, le Burkina Faso doit faire face à la menace djihadiste présente au Sahel, incarnée par différents groupes tels que l'EIAO (État islamique en Afrique de l'Ouest), le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) et enfin Ansarul Islam. De ce fait, ce pays est membre du G5 Sahel à côté du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad.

Arnaud LECHENE



AFRIQUE

NOMINATION SIMULTANÉE D'ÉMISSAIRES AMÉRICAIN ET CHINOIS POUR LA CORNE DE L'AFRIQUE

La situation éthiopienne ne cesse de se dégrader avec de multiples affrontements meurtriers entre les forces gouvernementales et leurs opposants tigréens.

S'ajoute l'inefficacité des appels au calme des États-Unis, Antony Blinken, Ministre américain des Affaires Étrangères, a décidé de remplacer son émissaire pour la Corne de l'Afrique Jeffrey Feltman par David Satterfield, ancien ambassadeur états-unien à Ankara. En simultanément, Wang Yi, le Ministre chinois des Affaires Étrangères, a annoncé la nomination d'un émissaire pour « *la sous-région Afrique* ». Cet émissaire devra rendre ses comptes directement au Ministre.

En vu de l'escalade des tensions entre la Chine et les États-Unis, la nomination simultanée de ces émissaires pour la Corne de l'Afrique semble représenter un concours d'influence pour tenter de « *contrôler* » cette région. Néanmoins, ce concours reste relativement modéré, comparé à la situation en Indo-Pacifique par exemple. Ceci s'explique par les différents ordres d'intérêts des deux puissances en Afrique.

De manière générale, la présence américaine est plus limitée sur ce continent africain, se caractérisant par une force de 6000 hommes placée sous le commandement d'Africom. Ainsi Africom regroupe 6% de la totalité de ses soldats américains engagés en opération extérieure. A contrario, la Chine investit de plus en plus en Afrique comme en Éthiopie principalement sous la forme « *d'aides et de prêts gratuits* ».

Maxime DUPINET



Crédit photo :

<https://www.courrierinternational.com/article/influence-chacun-son-emissaire-les-etats-unis-et-la-chine-lorgnent-la-corne-de-lafrique>

AFRIQUE

MALI : LA REMISE EN CAUSE DE L'AUTORITÉ POLITIQUE MALIENNE

Les mercenaires russes du groupe privé Wagner récemment déployés au Mali suscitent beaucoup d'inquiétude de la part des occidentaux.

D'après des sources proches de l'armée française, ils seraient au nombre de 450. Le Gouvernement malien a démenti ce déploiement et la conclusion d'un accord avec la société Wagner, tout en affirmant dans un communiqué officiel le 24 décembre 2021 que « *des formateurs russes sont présents dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des Forces de défense et de sécurité nationales* ».

Ce déploiement est condamné par la France et les pays européens partenaires de l'opération anti-djihadiste au Sahel. Ils qualifient cette opération de déstabilisante et le groupe Wagner de ne pas être digne de confiance. Selon une publication de l'euro-députée Nathalie Loiseau sur Twitter, le Mali ne devrait pas collaborer avec « *ces mercenaires criminelles* ». Des sanctions envers les autorités maliennes sont envisagées.

Les mercenaires russes continuent de progresser dans le centre du pays tout en évitant les zones où sont déployées les forces de l'opération Barkhane, évitant tout affrontement avec ces premières.

Depuis le 5 janvier, le groupe Wagner est présent dans la capitale malienne, Tombouctou.

De plus, au début de la semaine du 10 janvier 2022, le premier conflit entre mercenaires russes et un groupe djihadistes a eu lieu dans le centre du pays, près de Bandiagara, faisant plusieurs morts chez les djihadistes et un mort et deux blessés auprès du groupe Wagner.

Le Mali est aussi l'objet de la réunion des dirigeants ouest-africains, le 9 janvier à Accra, capitale du Ghana. A la suite de cette réunion, des sanctions ont été prises pour sanctionner le Gouvernement malien qui se maintient au pouvoir sans organiser d'élections. Les Gouvernements des pays de l'Afrique de l'Ouest ont décidé de fermer leurs frontières avec le Mali, de couper les aides financières et de geler les avoirs du Mali à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement Malien se trouve actuellement dans une situation mettant à l'épreuve sa capacité de gestion et sa force politique.

Anita EKLOU



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



CORÉE DU NORD : NOUVEAU TIR D'ESSAI DE MISSILE HYPERSONIQUE

Mercredi 6 Janvier la Corée du Nord a procédé à un tir de missile dans la mer de l'Est. Ce test militaire a été confirmé par l'agence officielle nord-coréenne KCNA, affirmant qu'il s'agit d'un missile hypersonique, plus rapide et maniable qu'un missile standard, atteignant cinq fois la vitesse du son et étant plus difficile à intercepter pour les systèmes de défense, pour lesquels les Etats-Unis dépensent notamment des milliards de dollars. La KCNA félicite également le fait que le missile ait atteint sa cible située à 700 km de distance et son déplacement en position latérale sur 120 km après s'être détaché du lanceur. Ce tir est une réaffirmation de l'ambition du leader suprême Kim Jong-un de moderniser ses capacités technologiques et militaires, nécessaires pour se défendre d'une possible invasion américaine. Les Etats-Unis, le Japon et le Canada ont condamné le tir dès mercredi, qui est selon eux une violation de certaines résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies mais étant également une menace à la sécurité internationale. Une session d'urgence a été demandée pour le 10 janvier par trois membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Royaume-Uni, France) ainsi que par l'Irlande et l'Albanie. Cependant aucune déclaration officielle n'est prévue par la suite. Face à la montée de l'instabilité de la péninsule coréenne, serait-il possible d'aboutir à une unanimité totale du Conseil de sécurité, comme en 2017 où ont été adoptées trois séries de sanctions sévères contre la Corée du Nord?

Le Premier Ministre Japonais, Fumio Kishida a condamné le tir nord-coréen et discute de possibles révisions de la Stratégie Nationale de Sécurité, incluant l'acquisition de capacités de frappes. De son côté le Ministère de la Défense sud-coréen a affirmé que Pyongyang ne possède pas la technologie pour construire un tel missile et qu'il s'agit d'une arme standard. Aussi, malgré le tir, le Ministère de l'Unification a réaffirmé le besoin d'efforts pour tisser des liens inter-coréens étroits. En effet, au-delà de la dénucléarisation du pays, demandée principalement par les Etats-Unis, le dialogue, la « paix irréversible » et la politique d'apaisement des tensions sont les priorités du gouvernement du Président Moon Jae-in, pressé par le temps à cause des prochaines élections présidentielles.

Jasmine BEN LAHCENE



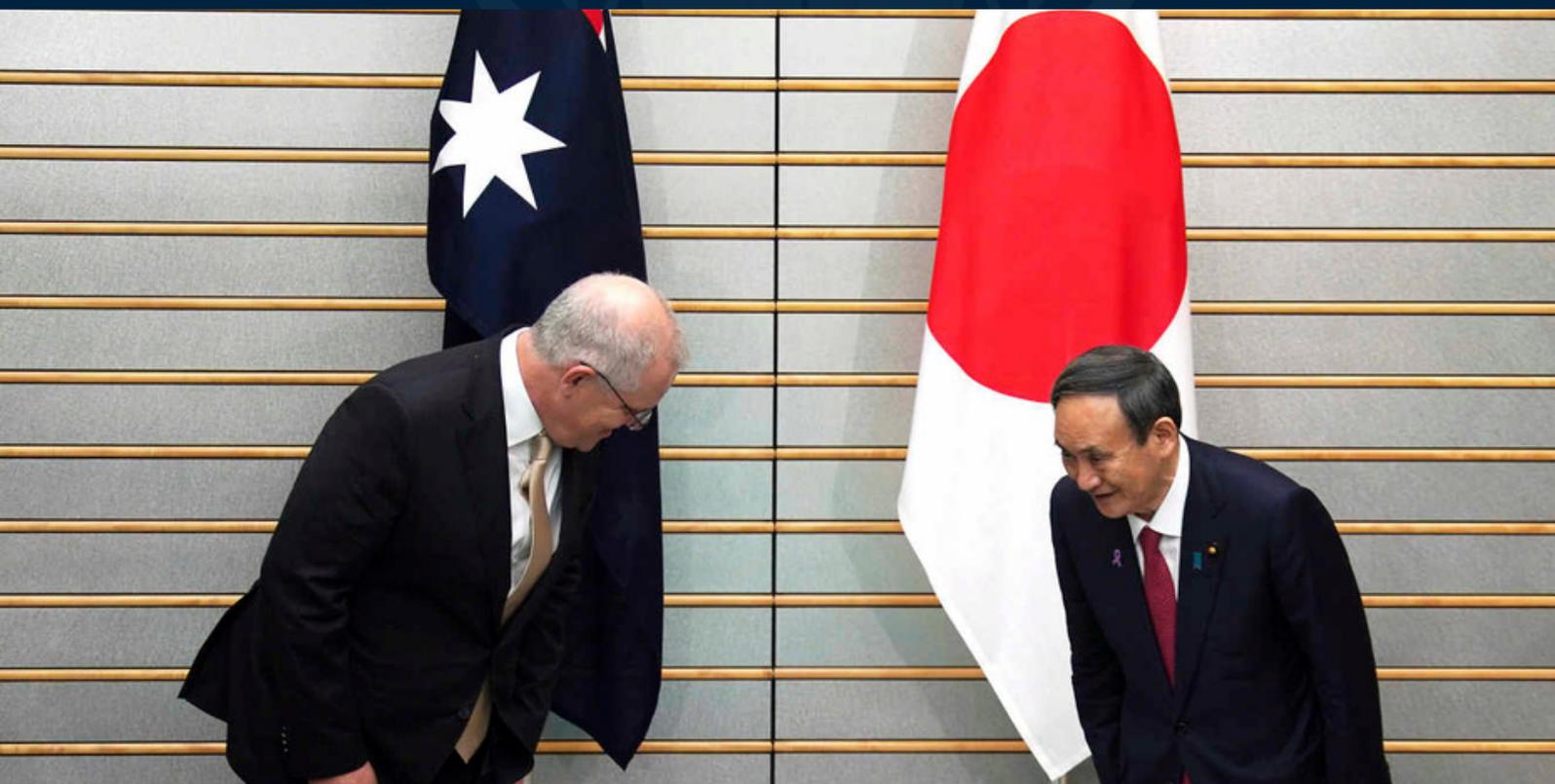
L'AUSTRALIE ET LE JAPON SIGNENT UN PACTE DE DÉFENSE

Ce début d'année est marqué par le signature d'un « *accord historique* » entre le Japon et l'Australie dans le but d'harmoniser les stratégies de défense et de sécurité respectives. En effet jeudi dernier, Fumio Kishida et Scott Morrison, les premiers ministres Japonais et Australien, ont réaffirmé leurs forces de dissuasion en signant cet accord d'accès réciproque en terme de défense et de sécurité.

Ce traité permet aux deux parties de coopérer plus étroitement au niveau de leurs armées grâce à la suppression des barrières juridiques concernant les accès dans les eaux territoriales réciproques. Ainsi les entraînements militaires et les simulations de gestion de crise seront exécutés conjointement, renforçant cette interopérabilité naissante.

Ces accords, s'inscrivant dans un contexte de tensions dans la zone Indo-Pacifique, mettent en exergue le rejet de la politique expansionniste et menaçante chinoise dans la région mais également le différend territorial sur les îles de Taïwan. Autrement dit, ils constituent une véritable opposition à l'affirmation et à la pression croissante impulsée par l'Empire du Milieu. Les propos de Scott Morrison en sont la preuve, puisqu'il a qualifié cet accord d' « *affirmation de l'engagement des deux nations à travailler ensemble pour relever les défis de sécurité stratégique communs auxquels nous sommes confrontés et à contribuer à un Indo-Pacifique sûr et stable* », totalement en cohérence avec les ambitions du QUAD mais aussi avec la vision japonaise d'un Indo-Pacifique libre et ouvert en opposition aux Nouvelles Routes de la Soie chinoises.

Léane MARTIN



PENG JINGTANG : LE MILITAIRE DU XINJIANG NOMMÉ À LA TÊTE DE LA GARNISON CHINOISE À HONG KONG

Pékin a nommé ce lundi 10 janvier, un nouveau chef à la tête de la garnison de Hong Kong. Il s'agit de Peng Jingtang. Pour la première fois, cette garnison sera dirigée par un responsable issu de la police armée du peuple, une très active et méconnue force paramilitaire chinoise, et non pas de l'Armée de libération du peuple.

Peu connue du grand public en dehors de la Chine, la police armée du peuple est considérée comme le bras armé du Parti communiste chinois. Cette force comprenant environ un million d'hommes et dotée d'un budget annuel de 19 milliards d'euros est placée sous l'autorité directe de Xi Jinping. Elle est chargée de sécuriser les côtes, de servir d'armée d'appoint en cas de conflit et d'assurer la sécurité intérieure en luttant contre les mouvements séparatistes et le terrorisme.

Avant de prendre ses fonctions, Peng Jingtang a assuré vouloir « maintenir la stabilité et d'assurer la sécurité » dans la région. Un discours rassurant et prometteur venant d'un homme que beaucoup dans le pays considèrent comme étant un homme à poigne.

Cette nomination fait énormément parler en Chine. En effet, la police armée du peuple est connue pour avoir poursuivi, en 2018, ce qu'eux-mêmes appelaient des « *insurgés* » dans la région du Xinjiang, ces derniers étant en réalité les Ouïghours. Cette police est également crainte par le peuple chinois de manière générale car elle est réputée pour sa brutalité et ses nombreux incidents depuis sa création en 1980.

Le principal rôle de Peng Jingtang est de « *mater la menace terroriste* » dans le pays. Mais pour beaucoup, sa nomination serait une sorte de retraite dorée.



En récompense de ses bons et loyaux services dans le Xinjiang, ce général de division obtient un poste médiatiquement prestigieux qui n'exigerait pas trop d'efforts. Une polémique de plus au sein de la puissance de Xi Jinping qui lui, voudrait selon les politologues, le calme dans la région de Hong Kong.

Charlie HURIER

CYBERSECURITY

LE QUÉBEC S'EST DOTÉ D'UN NOUVEAU MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE

Le Québec, province canadienne, s'est doté depuis le 1er janvier 2022 d'un nouveau ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN). Ce poste est confié à Eric Caire, ancien ministre délégué de la Transformation numérique et toujours député de la Peltrie. Les objectifs de ce nouveau ministère sont doubles : accélérer la transformation numérique de l'administration publique et mieux protéger l'Etat contre les cyberattaques. En effet, "le niveau de transformation numérique auquel on est rendu est loin d'être satisfaisant", reconnaît Éric Caire. Il souligne que les cybermenaces sont présentes plus que jamais. Ce nouveau ministère est le produit de la fusion d'Infrastructures technologiques Québec et du sous-secrétariat du Conseil du trésor qui est responsable des technologies de l'information.

Le Premier ministre québécois François Legault a foi en ce projet qu'il croit à même de mieux protéger les données du gouvernement, d'être plus efficace et de surtout simplifier la vie des québécois. Plusieurs projets sont en cours de réalisation, dont la mise en place d'une identité numérique citoyenne afin de permettre un accès simplifié aux services étatiques avec la version numérique de documents comme le permis de conduire ou la carte d'assurance-maladie. Cette identité numérique pourrait même être biométrique.

Le Premier ministre souhaite également décloisonner les bases de données du gouvernement afin de mieux servir la population et de rendre plus performante la gestion des ministères, des organismes et des institutions publiques. Il s'avère que la lutte contre les cybermenaces et les cyberattaques est une mission prioritaire de l'État, dans le but d'assurer une protection optimale lors de la circulation des données publiques. Ce nouveau ministère est essentiel pour privilégier des services intuitifs, rapides et accessibles à la population. Chaque nouvelle étape mène vers des services publics disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Néanmoins, le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) affirme que "créer une telle expertise interne [en numérique et cybersécurité] se heurtera à la pénurie de main-d'œuvre". À son avis, il y a déjà 1000 postes vacants en technologies de l'information au gouvernement du Québec. Le SFPQ soutient aussi que "pour développer une capacité de réalisation à l'interne dans le domaine du numérique et de la cybersécurité", le gouvernement doit "cesser sa coûteuse dépendance au secteur privé" et "remettre en question son volume de sous-traitance", ainsi que "diminuer sa dépendance aux ressources externes en informatique". Ainsi, selon le SFPQ, pour créer une expertise et la conserver, dans un domaine aussi compétitif que le numérique et la cybersécurité, le gouvernement devra trouver des façons d'attirer et de retenir son personnel notamment avec des conditions de travail compétitives.

Alisée MOURA

SOURCES

• EUROPE

- **Rendez-vous téléphonique ou bras de fer entre Joe Biden et Vladimir Poutine**
 - <https://francais.rt.com/international/94233-entretien-entre-vladimir-poutine-joe-biden-juge-constructif-par-partie-russe>
- **L'union européenne, spectatrice dans les négociations entre la Russie et les États-Unis**
 - 'U.S. Navy Ship Tracked by Russia on Entry to Black Sea | Reuters', accessed 27 November 2021, <https://www.reuters.com/world/russian-navy-tracks-us-ship-mount-whitney-black-sea-2021-11-04/>.
 - 'Ukraine Crisis: EU Looks for Role in Russian Row with West', BBC News, 6 January 2022, sec. Europe, <https://www.bbc.com/news/world-europe-59878710>.
- **La France prend le commandement de la VJTF**
 - <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-lue/news/un-avion-de-lagence-europeenne-frontex-deploie-au-1er-decembre-au-dessus-de-la-manche/>
 - <https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KBN2ID0JE/france-migrants-un-avion-europeen-frontex-au-dessus-de-la-manche-des-le-1er-decembre.html>
 - <https://www.i24news.tv/fr/actu/international/europe/1638123454-crise-migratoire-un-avion-de-lagence-europeenne-frontex-deploie-le-1er-decembre-au-dessus-de-la-manche>

• MOYEN-ORIENT

- **L'Iran annonce le lancement d'une fusée en plein pourparlers sur le nucléaire**
 - <https://www.arabnews.fr/node/186846/monde-arabe>
 - https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/30/l-iran-annonce-le-lancement-d-une-fusee-en-plein-pourparlers-sur-le-nucleaire_6107741_3210.html
 - https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/31/la-france-condamne-le-lancement-d-une-fusee-iraniennne-en-plein-progres-sur-le-nucleaire_6107821_3210.html
 - https://www.rtf.be/info/societe/detail_en-plein-pourparlers-sur-le-nucleaire-l-iran-annonce-le-lancement-d-une-fusee?id=10906716
- **Echec d'une transaction de F-35 qui éloignent les Emirats Arabes Unis de Washington**
 - <http://www.opex360.com/2021/12/15/les-emirats-arabes-unis-ne-sont-plus-certains-de-vouloir-des-avions-f-35a-le-su-75-russe-peut-il-en-profiter/>
 - <https://www.capital.fr/economie-politique/f-35-les-emirats-arabes-unis-prets-a-annuler-un-contrat-a-23-milliards-avec-les-etats-unis-1422921>
- **L'Etat islamique renforce ses activités et son emprise dans l'Est syrien**
 - <https://www.al-monitor.com/originals/2022/01/islamic-state-ramps-activities-eastern-syria>

SOURCES

• AFRIQUE

○ **Le Burkina Faso : entre concertation politique et menace djihadiste**

- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220108-burkina-faso-l-opposition-revient-dans-le-processus-de-r%C3%A9conciliation-nationale>
- <https://www.afrik.com/le-burkina-et-la-rdc-cibles-d-hommes-armes>
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/12/26/le-burkina-faso-decrete-un-deuil-national-de-deux-jours-apres-une-attaque-meurtriere_6107350_3212.html
- <https://information.tv5monde.com/afrique/attaque-terroriste-au-burkina-des-volontaires-pour-lutter-contre-les-djihadistes-343158>
- <https://www.aren24.news/2021/03/24/burkina-faso-djihadisme-et-crise-de-gouvernance/> (Carte)

○ **Nomination simultanée d'émissaires américain et chinois pour la corne de l'Afrique**

- <https://www.courrierinternational.com/article/influence-chacun-son-emissaire-les-etats-unis-et-la-chine-lorgnent-la-corne-de-lafrique>
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220108-david-satterfield-nouvel-emissaire-americain-pour-la-corne-de-l-afrique>
- https://www.lepoint.fr/afrique/la-chine-va-nommer-un-envoye-special-pour-la-corne-de-l-afrique-06-01-2022-2459431_3826.php

○ **Mali : La remise en cause de l'autorité politique malienne**

- <https://www.france24.com/fr/afrique/20211227-malgré-les-critiques-occidentales-la-russie-va-poursuivre-son-soutien-armé-au-mali>
- <https://www.france24.com/fr/afrique/20211111-le-mali-et-la-russie-réaffirment-leur-coopération-militaire-sans-wagner>

• ASIE

○ **Corée du Nord: nouveau tir d'essai de missile hypersonique**

- France24 avec AFP, 06/01/2022, « La Corée du Nord annonce avoir testé avec succès un missile hypersonique », France24, URL du lien: <https://www.france24.com/fr/asi-pacifique/20220106-la-cor%C3%A9e-du-nord-annonce-avoir-test%C3%A9-avec-succ%C3%A8s-un-missile-hypersonique>
- Kim Hyun-jin, The Associated Press, 09/01/2022, « South Korea disputes North's claim of hypersonic missile test », MilitaryTimes, URL du lien: <https://www.militarytimes.com/flashpoints/2022/01/09/south-korea-disputes-norths-claim-of-hypersonic-missile-test/>
- Ahn Sung-mi, 09/01/2022, « UN Security Council expected to meet Monday on NK's missile launch », The Korea Herald, URL du lien: <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20220109000175>

SOURCES

- Johnson Jesse, 05/01/2022, « North Korea fires apparent ballistic missile in first launch of 2022 », thejapantimes, URL du lien: <https://www.japantimes.co.jp/news/2022/01/05/asia-pacific/north-korea-missile-launch/>
- Le Monde avec AFP, 07/10/2022, « Le tir d'essai du missile hypersonique nord-coréen provoque une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU », Le Monde, URL du lien: https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/07/le-tir-d-essai-du-missile-hypersonique-nord-coreen-provoque-une-reunion-du-conseil-de-securite-de-l-onu_6108485_3210.html
- Le Monde avec AFP, 07/10/2022, « Le tir d'essai du missile hypersonique nord-coréen provoque une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU », Le Monde, URL du lien: https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/07/le-tir-d-essai-du-missile-hypersonique-nord-coreen-provoque-une-reunion-du-conseil-de-securite-de-l-onu_6108485_3210.html
- Yonhap News, 06/01/2022, « Le Conseil de sécurité nationale poursuivra ses efforts pour reprendre le dialogue avec la Corée du Nord », Agence de presse Yonhap, URL du lien: <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20220106003200884>
- Yonhap News, 05/10/2022, « Séoul réitère sa volonté d'améliorer les relations inter-coréennes malgré le tir du Nord », Agence de presse Yonhap, URL du lien: <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20220105003600884>
- **L'Australie et le Japon signent un pacte de défense**
 - Philippe Mesmer, 19/11/2021, "Le Japon et l'Australie signent un accord de coopération historique dans le domaine militaire", Le Monde, URL du lien: https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/19/le-japon-et-l-australie-signent-un-accord-de-cooperation-historique-dans-le-domaine-militaire_6060338_3210.html
 - Traduit de l'anglais par M. Belhaj, 05/01/2021, "Défense et sécurité : Accord "historique" entre l'Australie et le Japon", Andalou Agency. URL du lien: <https://www.aa.com.tr/fr/economie/défense-et-sécurité-accord-historique-entre-laustralie-et-le-japon/2465737>
- **Peng Jingtang : Le militaire du Xinjiang nommé à la tête de la garnison chinoise à Hong Kong**
 - S. Seibt, 11/01/2021, " Peng Jingtang : l'homme de la "lutte antiterroriste" contre les Ouïghours nommé à Hong Kong", France24, URL du lien: <https://www.france24.com/fr/asi-pacifique/20220111-peng-jingtang-l-homme-de-la-lutte-antiterroriste-contre-les-ou%C3%AFghours-nomm%C3%A9-%C3%A0-hong-kong>
 - M. Davier, 11/01/2021, "A Hongkong, un paramilitaire en provenance du Xinjiang nommé à la tête de l'armée", Libération, URL du lien: https://www.liberation.fr/international/a-hongkong-un-paramilitaire-en-provenance-du-xinjiang-nomme-a-la-tete-de-larmee-20220111_6Q4SKEIMDNEVNFISRJSZVD4XRI/

SOURCES

- **CYBERSECURITY**

- **Le Québec s'est doté d'un nouveau ministère de la Cybersécurité et du Numérique**
 - Le Québec veut créer un ministère de la Cybersécurité et du Numérique (infobref.com)
 - Un ministère pour la cybersécurité | La Presse
 - Le Québec se dote d'un ministère de la Cybersécurité et du Numérique (usine-digitale.fr)
 - Un ministère de la Cybersécurité et du Numérique dans les cartons de Québec | Direction Informatique - Actualités
 - Secrétariat du Conseil du trésor (gouv.qc.ca)





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

